



TREATY SERIES No. 17 (1924).

CONVENTION SUPPLEMENTARY
TO THE
STATUTE OF NAVIGATION
OF THE ELBE.

Signed at Prague, January 27, 1923.

British Ratification deposited December 29, 1923.

[In continuation of "Treaty Series No. 3 (1923)."]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs to Parliament
by Command of His Majesty.*

LONDON :

PRINTED & PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE.

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses :
Imperial House, Kingsway, London, W.C.2 ; 28, Abingdon Street, London, S.W.1 ;
York Street, Manchester ; 1, St. Andrew's Crescent, Cardiff ;
or 120, George Street, Edinburgh ;
or through any Bookseller.

1924

Price 3d. Net.

Cmd. 2091.

Convention additionnelle à l'Acte de Navigation de l'Elbe.

Signée à Prague, le 27 janvier 1923.

EN vue d'arrêter les dispositions à insérer dans la Convention additionnelle prévue par les articles 44 et 47 de l'Acte de Navigation de l'Elbe du 22 Février 1922, l'Allemagne, agissant tant en son nom qu'au nom des États allemands riverains de l'Elbe, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Tchécoslovaquie ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Le Président du Reich Allemand :

M. Arthur Seeliger, Ministre plénipotentiaire ;
M. Max Peters, Secrétaire d'État, Conseiller intime actuel ;
M. Hans Gottfried von Nostitz-Drzewiecki, ancien Ministre plénipotentiaire, Conseiller intime actuel ;
M. Johann Daniel Krönig, Conseiller d'État.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Jules Brunet, Ministre plénipotentiaire.

Le Président de la République Française :

M. André Chaguéraud, Président de la Commission Centrale du Rhin.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

M. John Grey Baldwin.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. Girolamo Sinigalia, Inspecteur supérieur des Chemins de fer de l'Etat.

Le Président de la République Tchécoslovaque :

M. Bohuslav Müller, Ministre plénipotentiaire ;
M. Antonín Klír, Professeur à la Haute Ecole Polytechnique tchèque de Prague.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les tribunaux visés à l'article 44 de l'Acte de Navigation de l'Elbe du 22 Février 1922 sont compétents, en ce qui concerne la navigation en amont de Hambourg et de Harbourg :

- 1° Pour instruire et juger les contraventions aux prescriptions de police en matière de navigation ;
- 2° Pour prononcer sur les contestations relatives :
 - (a.) Aux dommages causés par les capitaines, patrons et flotteurs pendant le voyage ou en abordant ;

Convention Supplementary to the Statute of Navigation of the Elbe.

Signed at Prague, January 27, 1923.

[British Ratification deposited, December 29, 1923.]

WITH a view to draw up the provisions to be inserted in the Supplementary Convention provided for in articles 44 and 47 of the Convention instituting the Statute of Navigation of the Elbe of the 22nd February, 1922, Germany, acting on her own behalf and on behalf of the German States bordering on the Elbe, Belgium, France, Great Britain, Italy and Czechoslovakia have appointed as their Plenipotentiaries :—

The President of the German Reich :

M. Arthur Seeliger, Minister Plenipotentiary ;

M. Max Peters, Secretary of State, Privy Councillor ;

M. Hans Gottfried von Nostitz-Drzewiecki, sometime Minister Plenipotentiary, Privy Councillor ;

M. Johann Daniel Krönig, Councillor of State ;

His Majesty the King of the Belgians :

M. Jules Brunet, Minister Plenipotentiary.

The President of the French Republic :

M. André Chaguérand, President, Central Commission of the Rhine.

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Mr. John Grey Baldwin.

His Majesty the King of Italy :

M. Girolamo Sinigalia, Chief Inspector of State Railways.

The President of the Republic of Czechoslovakia :

M. Bohuslav Müller, Minister Plenipotentiary ;

M. Antonín Klír, Professor at the Czech High School Polytechnic of Prague.

Who, having reciprocally communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :—

ARTICLE 1.

The tribunals provided for in article 44 of the Statute of Navigation of the Elbe of the 22nd February, 1922, have jurisdiction, in so far as navigation above Hamburg and Harburg is concerned :

- (i.) To investigate and pronounce judgment on breaches of police regulations in respect of navigation ;
- (ii.) To decide disputes relative to :—
 - (a.) Damage caused by masters, owners and raftsmen during a voyage or in coming alongside ;

- (b.) Au montant des droits de sauvetage et autres indemnités en cas de naufrage;
- (c.) Aux engagements et obligations existant entre propriétaires, capitaines, patrons, flotteurs, pilotes, membres de l'équipage et voyageurs;
- (d.) Au paiement des taxes établies en vertu de l'article 42 de l'Acte de Navigation susvisé.

ARTICLE 2.

Le tribunal compétent selon l'article 1^e est :

Dans le cas 1^e, le tribunal dans le ressort duquel la contravention a été commise;

Dans le cas du 2^e litt. (a) et (b), le tribunal dans le ressort duquel le dommage a été causé ou l'assistance fournie;

Dans le cas du 2^e litt. (c), le tribunal dans le ressort duquel le contrat doit être exécuté;

Dans le cas du 2^e litt. (d), le tribunal dans le ressort duquel les taxes sont dues.

ARTICLE 3.

Aucun dépôt ou caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé aux étrangers à raison de leur nationalité ou à raison du fait qu'ils n'ont pas de domicile ou de résidence dans le pays. Le même règle s'applique au versement qui serait exigé des étrangers pour garantir les frais judiciaires.

Aucun capitaine, patron ou flotteur ne peut être empêché de poursuivre son voyage à raison d'une procédure engagée contre lui, dès qu'il a fourni le cautionnement exigé par le juge pour l'objet du débat.

ARTICLE 4.

L'appel devant la Commission prévu à l'article 46 de l'Acte de Navigation peut être interjeté dans les cas et sous les conditions prévus pour l'appel par la législation générale du pays dans lequel le jugement de première instance a été rendu.

Toutefois, dans le cas d'une contestation née entre employeurs et employés, ressortissants d'un même Etat, et jugée par un tribunal de cet Etat, l'appel devant la Commission ne sera recevable que si les parties sont toutes d'accord pour accepter la compétence de la Commission.

ARTICLE 5.

Si certaines parties portent l'appel devant la juridiction du pays dans lequel le jugement de première instance a été rendu, et d'autres devant la Commission, la compétence appartient à celle des juridictions devant laquelle l'appel le premier en date a été porté.

ARTICLE 6.

L'appel devant la Commission doit être formé auprès du tribunal de première instance dans les deux semaines de la notification du jugement.

- (b.) The amount of salvage dues and other indemnities arising from shipwreck;
- (c.) The engagements and obligations existing between proprietors, masters, owners, raftsmen, pilots, hands and passengers;
- (d.) The payment of dues levied under article 42 of the Statute of Navigation above mentioned.

ARTICLE 2.

The competent tribunal according to article 1 is :—

- In the case of paragraph (i), the tribunal within whose jurisdiction the offence was committed;
- In the case of paragraph (ii) (a) and (b), the tribunal within whose jurisdiction the damage was caused or the assistance given;
- In the case of paragraph (ii) (c), the tribunal within whose jurisdiction the contract is to be performed;
- In the case of paragraph (ii) (d), the tribunal within whose jurisdiction the dues are payable.

ARTICLE 3.

No deposit or security, of any description whatsoever, can be imposed on foreigners by reason of their nationality or by reason of the fact that they are not domiciled or resident in the country. The same rule applies to any payment which might be demanded of foreigners as security for costs.

No master, owner or raftsmen can be prevented from continuing his voyage by reason of proceedings instituted against him, once he has deposited the security demanded by the judge for the purpose of the trial.

ARTICLE 4.

The appeal to the Commission for which provision was made in article 46 of the Statute of Navigation lies in the cases, and under the conditions, laid down for appeals by the general legislation of the country in which the judgment of the court of first instance was delivered.

In the case, however, of a dispute arising between employers and employees, nationals of the same State, and tried by a tribunal of that country, an appeal to the Commission will only lie when all the parties agree to submit to the jurisdiction of the Commission.

ARTICLE 5.

If certain of the parties appeal to the competent courts of the country in which the judgment of the court of first instance has been delivered, while others appeal to the Commission, that court to which the earliest appeal in point of date has been made has jurisdiction.

ARTICLE 6.

Appeal to the Commission must be entered in the court of first instance within two weeks of promulgation of the judgment.

L'acte d'appel doit contenir les indications suivantes :

- 1° Le jugement dont il est fait appel ;
- 2° Le fait que l'appel est porté devant la Commission ;
- 3° Les motifs et les conclusions.

Le tribunal signifie l'acte d'appel à la partie adverse, à laquelle un délai de deux semaines est imparti pour y répondre.

Dès que le tribunal est saisi de la réponse d'appel ou que le délai est expiré, il transmet à la Commission toutes les pièces de la procédure.

Faute par l'appelant de se conformer aux formalités prescrites, l'appel sera considéré comme non avenu.

ARTICLE 7.

Les tribunaux de chaque pays sont compétents pour statuer sur les questions relatives à l'exécution provisoire, à la suspension de l'exécution et à la levée des mesures d'exécution du jugement de première instance.

ARTICLE 8.

La Commission prononce sur les appels portés devant elle sur le vu des pièces du dossier.

La Commission peut procéder par elle-même ou par certains de ses membres à une descente sur les lieux ; dans ce cas, elle en informe le tribunal compétent ; celui-ci avise les parties, assiste à la descente et prend les mesures d'ordre utiles.

S'il est nécessaire de compléter la procédure par l'audition de témoins ou d'experts, la Commission peut demander, par voie de commission rogatoire, aux tribunaux compétents de procéder à cette audition. Elle peut assister à celle-ci ou s'y faire représenter par certains de ses membres.

La Commission rembourse au tribunal compétent les indemnités légales payées aux témoins et aux experts, ainsi que les dépenses réglementaires occasionnées par la présence du tribunal à la descente sur les lieux.

ARTICLE 9.

La Commission ne peut prononcer un jugement d'appel que si trois délégués au moins, appartenant à trois délégations différentes, sont présents.

Les jugements sont rendus à la majorité des voix, chaque délégué ne disposant que d'une seule voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

ARTICLE 10.

La rédaction des jugements contient les noms des juges et des parties, les conclusions des parties, l'exposé sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif.

Les jugements sont rendus en français et dans la langue du juge-

The notice of appeal must contain the following information :—

1. The judgment appealed against ;
2. The fact that the appeal is made to the Commission ;
3. The grounds of appeal and the decision which the Commission is asked to give.

The court will notify the fact that an appeal has been entered to the opposing party, who will have two weeks in which to make reply.

As soon as the tribunal has received the reply to the appeal, or the period for replying has elapsed, it shall transmit to the Commission all the documents in the case.

In the event of the appellant not complying with the formalities herein laid down, the appeal will be held to be null and void.

ARTICLE 7.

The courts of each country are competent to decide on questions as to provisional execution, stay of execution, and suspension of measures of execution, in relation to the judgment of the inferior court.

ARTICLE 8.

The Commission decides the appeals brought before it after consideration of the documents which form the dossier.

The Commission may proceed to a view, either itself or by certain of its members; in this case the court concerned must be informed; the court notifies the interested parties, participates in the view, and takes such steps as may be necessary to that end.

Should it be necessary to complete the procedure by hearing witnesses or experts, the Commission may, by *commission rogatoire*, request the competent courts to effect such hearing. It may either take part in the hearing or arrange to be represented by certain of its members.

The Commission shall refund to the competent court the allowances payable to witnesses and experts, as well as the expenses occasioned by the presence of the court at the view.

ARTICLE 9.

The Commission cannot decide an appeal unless at least three delegates, belonging to three different delegations, are present.

Judgment is given by majority vote, each delegate having one vote only. In case of an equality of votes the President has a casting vote.

ARTICLE 10.

Judgments shall contain the names of the judges and of the parties, the decisions requested by the parties, a summary statement of the points of fact and law, the reasons for the judgment, and the order made. Judgments shall be given in French and in the

ment de première instance ; ils sont signés par le Président de la Commission et par le Secrétaire Général.

ARTICLE 11.

Les parties remettent à la Commission le compte de leurs débours et l'état de frais de leurs mandataires. La Commission fixe le montant desdits frais et débours. Elle statue par un jugement sur la répartition de ce montant et des frais et dépens fixés par le tribunal de première instance, ainsi que sur la répartition et le remboursement des dépenses qui sont remboursables en exécution de l'alinéa 4 de l'article 8.

ARTICLE 12.

La Commission notifie les jugements aux parties et les transmet avec les dossiers au tribunal de première instance.

Ces jugements sont exécutoires sur le territoire de chacun des Etats contractants.

La notification et l'exécution s'effectuent, dans chaque pays, suivant les formes prescrites par la législation nationale pour la notification et pour l'exécution des jugements qui ne sont pas rendus par les tribunaux nationaux.

ARTICLE 13.

La présente Convention additionnelle aura la même force et durée que l'Acte de Navigation du 22 février 1922, dont elle sera réputée faire partie intégrante.

Elle sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées au Secrétariat Général de la Commission Internationale de l'Elbe dans le plus bref délai possible, et au plus tard le 31 Décembre 1923.

Elle entrera en vigueur trois mois après la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention additionnelle, rédigée en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives de la Commission Internationale de l'Elbe et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

Fait à Prague, le 27 Janvier 1923.

(L.S.)	SEELIGER.
(L.S.)	PETERS.
(L.S.)	VON NOSTITZ.
(L.S.)	KRÖNIG.
(L.S.)	J. BRUNET.
(L.S.)	A. CHARGUERAUD.
(L.S.)	JOHN BALDWIN.
(L.S.)	G. SINIGALIA.
(L.S.)	ING. BOHUSLAV MÜLLER.
(L.S.)	ING. DR. KLIR.

language of the judgment of the court of first instance; they shall be signed by the President of the Commission and by the Secretary-General.

ARTICLE 11.

Litigants shall return to the Commission a statement of their disbursements and the costs of their representatives. The Commission shall fix the amount of such disbursements and costs. It shall decide by its judgment upon the allocation of this amount and of the expenses and costs fixed by the court of first instance, as well as upon the allocation and repayment of such expenses as are repayable in virtue of paragraph 4 of article 8.

ARTICLE 12.

The Commission shall inform the parties of its judgments and transmit them, with the dossiers, to the court of first instance.

These judgments are executory on the territory of each of the contracting States.

The notification and execution of such judgments shall be carried out in each country in the manner prescribed by the law of that country for the notification and execution of judgments which have not been pronounced by a national tribunal.

ARTICLE 13.

The present supplementary Convention shall have the same validity and duration as the Statute of Navigation of the 22nd February, 1922, of which it shall be considered an integral part.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be deposited with the Secretariat-General of the International Commission of the Elbe with the least possible delay, and at the latest by the 31st December, 1928.

The present Convention shall come into force three months after the deposit of the ratifications.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present supplementary Convention, drawn up in a single copy, which shall be deposited in the archives of the International Commission of the Elbe, and of which an authenticated copy will be despatched to each of the signatory Powers.

Done at Prague, the 27th January, 1923.

(L.S.)	SEELIGER.
(L.S.)	PETERS.
(L.S.)	VON NOSTITZ.
(L.S.)	KRÖNIG.
(L.S.)	J. BRUNET.
(L.S.)	A. CHARGUERAUD.
(L.S.)	JOHN BALDWIN.
(L.S.)	G. SINIGALIA.
(L.S.)	ING. BOHUSLAV MÜLLER.
(L.S.)	ING. DR. KLIR.

Protocole de Clôture.

Au moment de procéder à la signature de la Convention additionnelle à l'Acte de Navigation de l'Elbe, et en vue d'en préciser le sens, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

Ad ARTICLES 1^e ET 2.

Il est entendu que les tribunaux visés sous le 2^e de l'article 1^e et à la disposition correspondante de l'article 2 comprennent également les autorités administratives chargées de se prononcer sur les contestations relatives aux taxes.

Ad ARTICLE 1^e, 1^o.

Il est entendu que les règlements visés à l'article 37 de l'Acte de Navigation pourront édicter les peines dont seront frappées les contraventions aux prescriptions de police en matière de navigation.

Ad ARTICLES 4 ET 6.

Il est entendu que pour l'application du second alinéa de l'article 4 et du dernier alinéa de l'article 6, c'est à la Commission qu'il appartient de se prononcer sur la recevabilité de l'appel.

Ad ARTICLES 6 ET 8.

Il est entendu que dans la mesure où elle le jugerait nécessaire à la poursuite de l'instruction, la Commission peut se mettre directement en rapport avec les parties, notamment en vue de la production et de la communication des mémoires, au moyen de correspondances postales recommandées avec accusés de réception.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et durée que la Convention additionnelle à laquelle il se rapporte.

Fait à Prague, le 27 Janvier 1928.

SEELIGER.	A. CHARGUERAUD.
PETERS.	JOHN BALDWIN.
VON NOSTITZ.	G. SINIGALIA.
KRÖNIG.	ING. BOHUSLAV MÜLLER.
J. BRUNET.	ING. DR. KLIR.

Closing Protocol.

At the time of signing the Convention supplementary to the Statute of Navigation of the Elbe, and with a view to making its meaning clearer, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :—

Ad ARTICLES 1 AND 2.

It is agreed that the tribunals referred to under article 1 (ii) and the corresponding provision in article 2 include equally the administrative authorities whose duty it is to decide disputes in connection with dues.

Ad ARTICLE 1 (i).

It is agreed that the regulations referred to in article 37 of the Statute of Navigation may prescribe the penalties for infractions of police regulations governing navigation.

Ad ARTICLES 4 AND 6.

It is agreed that as regards the application of the second paragraph of article 4 and the final paragraph of article 6 it is for the Commission to decide whether an appeal will lie.

Ad ARTICLES 6 AND 8.

It is agreed that in so far as it may consider it necessary for the purpose of the preliminary enquiry, the Commission can communicate directly with the parties, particularly with a view to the furnishing and communication of memoranda, by means of registered correspondence through the post together with acknowledgments of receipt.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall have the same validity and duration as the supplementary Convention to which it refers.

Done at Prague, the 27th January, 1928.

SEELIGER.
PETERS.
VON NOSTITZ.
KRÖNIG.
J. BRUNET.

A. CHARGUERAUD.
JOHN BALDWIN.
G. SINIGALIA.
ING. BOHUSLAV MÜLLER.
ING. DR. KLIR.